

Deux ans de sarkozysme au banc d'essai

Source : Institut Thomas More/Photos : AFP

Malgré la crise, Nicolas Sarkozy maintient sa méthode et le rythme des réformes. Le cap est ainsi mis sur l'élection présidentielle de 2012, avec une stratégie de saturation qui prive d'oxygène ses opposants.

PAR HÉLÈNE FONTANAUD

Une note de 10,5/20, soit tout juste la moyenne. Deux ans après l'élection de Nicolas Sarkozy, l'institut Thomas More dresse le bilan d'étape de la politique de réformes. Avec 22 chantiers analysés dans le détail. Si l'action menée est jugée efficace concernant les entreprises, la fiscalité, le pouvoir d'achat ou le logement, les bonnets d'âne se multiplient pour

les finances publiques, l'éducation, la santé et la culture.

L'institut note surtout que 77,3 % des mesures contenues dans le programme présidentiel (promesses électorales et annonces élyséennes) sont aujourd'hui engagées, sur un total de 1.181. 40,7 % sont déjà mises en œuvre (« réalisées » ou « altérées », selon la terminologie de l'étude), et 49,8 % sont en attente de mise en œuvre (« en cours » et « annoncées »). Ces chiffres peuvent s'interpréter de deux manières, explique l'institut Thomas More : Nicolas Sarkozy et le gouvernement jugeront qu'ils

font preuve d'énergie et de volontarisme, mais on peut aussi considérer qu'ils illustrent au moins partiellement un manque de priorités claires.

■ À MARCHÉ FORCÉE

Reste que, dans sa globalité, l'étude renforce l'image d'hyperactivité que cherche à donner le chef de l'État. Encore et toujours. Car, pour Nicolas Sarkozy, le vrai bilan ne se jouera que « dans trois ans », à la veille de la présidentielle de 2012. « La crise est là. Après la crise, la marche en avant va reprendre », a lancé dimanche le secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant, pour qui « 90 réformes majeures » ont déjà été réalisées. « Toutes les réformes se tiennent », avait souligné Nicolas Sarkozy il y a deux ans. Le rythme ne faiblira donc pas. Au risque, souligné par l'institut Thomas More et assumé par l'Élysée, de provoquer un manque de lisibilité de l'action gouvernementale. Ou de déclencher des retards dans la mise en œuvre des réformes, comme sur le travail du dimanche ou sur la loi antipiratage sur Internet. Voire des reculs,

comme sur la justice ou les universités. L'institut Thomas More relève aussi des « contradictions substantielles » dans le discours de Nicolas Sarkozy, qui apparaît ainsi à la fois libéral et interventionniste. Les chercheurs européens citent en exemple le maintien du bouclier fiscal et la dénonciation des fermetures d'entreprises. Et les Français, sondage après sondage, confirment leurs doutes sur le bien-fondé de ce « bloc de réformes ».

Depuis deux ans, les termes fleurissent pour tenter de cerner au mieux la stratégie élyséenne. « Coup d'éclat permanent » pour le socialiste François Hollande, omniprésence, hyperprésidence, hypermobilité, saturation... « Il n'y a pas de place dans le camp du président contre le président. » L'axiome de Jean-Pierre Raffarin paraît un peu limité tant le chef de l'État semble s'attacher à priver d'oxygène toute voix contradictoire. Il a réussi à déstabiliser les socialistes avec « l'ouverture » et tente d'enfermer ses opposants dans un antisarkozysme qui semble privé de solution alternative. Et

donc de perspective d'alternance. Pendant la campagne de 2007 et après son installation à l'Élysée, Nicolas Sarkozy et son équipe ont appliqué quasiment à la lettre les enseignements de Karl Rove, théoricien de la réélection de George W. Bush à la présidentielle américaine de 2004. Et notamment le « carpet bombing », tapis de bombes destinées à entraîner presse et adversaires dans le seul commentaire de l'action du candidat puis du président. Sans oublier le « push polling », l'orientation des sondages, pratiquée avec efficacité

L'institut note que 77,3 % des 1.181 mesures contenues dans le programme présidentiel sont aujourd'hui engagées.

par les « snipers » de l'UMP à l'encontre de Ségolène Royal, et le « storytelling », quelque peu abandonné depuis les erreurs de communication et le « bling bling » de la première année de pouvoir.

■ EN TÊTE DES SONDAGES

À l'Élysée, la semaine dernière, l'entourage de Nicolas Sarkozy se réjouissait de la publication de sondages indiquant que le chef de l'État surclasserait encore aujourd'hui ses rivaux au premier tour d'une présidentielle, son socle de 30 % des voix de 2007 demeurant stable, tandis que Ségolène Royal et François Bayrou feraient pratiquement jeu égal, avec environ 10 points de moins. Pour les sarkozystes, il n'y a pas de meilleure preuve de l'adhésion renouvelée de sa base électorale à l'action du président.

Dans l'immédiat, la campagne européenne s'annonce relativement sereine pour le chef de l'État. L'UMP est en tête des sondages. Nicolas Sarkozy entre donc en scène ce soir à Nîmes avec un discours « non partisan » sur l'Europe. Plus omniprésident que jamais. ■



Nicolas Sarkozy est élu président de la République devant la candidate du Parti socialiste, Ségolène Royal, avec 53 % des suffrages.



Le baromètre des réformes (notes sur 20*)

Agriculture, pêche et chasse	10
Budget, réforme de l'État et décentralisation	8,5
Culture et communication	7,5
Défense	9
Dialogue social	11
Éducation et enseignement supérieur	9
Emploi	12,5
Entreprise	13,5
Environnement, aménagement du territoire et transports	9,5
Europe	10
Famille	11,5
Fiscalité et pouvoir d'achat	14
Immigration et développement solidaire	14,5
Institutions	14
Justice et Sécurité	9,5
Logement	13,5
Outre-mer	9,5
Politique étrangère	9,5
Recherche et innovation	9,5
Retraites	9,5
Santé	9
Société	8
Moyenne	10,5

* Ces notes, calculées par le think tank Thomas More, évaluent les réalisations de Nicolas Sarkozy à partir de ses promesses électorales et des mesures annoncées depuis mai 2007.

La politique de l'Élysée décryptée

L'ÉVÉNEMENT

Nicolas Sarkozy rencontre le pape Benoît XVI au Vatican. Le président affiche une conception moins rigide de la laïcité que ses prédécesseurs.

Décembre 2007



Polémique sur la visite en France du chef de l'État libyen, Muammar al-Kadhafi.



Février 2008

Le président épouse le mannequin star Carla Bruni. Épilogue d'une liaison surmédiasée, en particulier lors du voyage du couple en Égypte à Noël.

ENTREPRISES

Les PME au centre de l'action élyséenne

Elles sont choyées par le gouvernement, mais LA MORALISATION DE LA GOUVERNANCE DES ENTREPRISES PROGRESSE PEU.

SELON L'INSTITUT Thomas More, l'action élyséenne en faveur des entreprises est positive (une note de 13,5). Les cibles prioritaires de Nicolas Sarkozy ? Les PME, les PME et toujours les PME, devenues l'alpha et l'oméga de la politique économique gouvernementale. Initialement, l'objectif était de faire passer le potentiel de croissance de 2 % à 3 %, puis, crise économique oblige, d'accélérer la reprise.

Pour leur permettre de grandir — Nicolas Sarkozy souhaite doubler le nombre d'entreprises de plus de 500 salariés d'ici à la fin de son mandat —, d'exporter, d'embaucher et d'innover, tous les moyens sont bons : parmi les nombreuses mesures lancées par l'exécutif, on peut notamment citer la simplification réglementaire et adminis-

trative, la réduction des délais de paiement, le doublement et la simplification du crédit impôt recherche, le lancement du dispositif ISF-PME, la suppression de l'imposition forfaitaire annuelle (IFA).

■ GRAND CHANTIER

Ce n'est pas tout. Ultralibéral, le régime social et fiscal de l'auto-entrepreneur, en vigueur le 1^{er} janvier, est censé favoriser l'entrepreneuriat tricolore en pleine effervescence depuis 2002. Une tendance que le renforcement de la protection du patrimoine des chefs d'entreprises individuelles favorise. Reste le chantier de taille, une véritable remise à plat de

la fiscalité des entreprises, toujours jugée pénalisante pour les industriels. Actuellement en phase d'élaboration, la réforme de la taxe professionnelle pourrait permettre d'amorcer un processus qui se concrétiserait par le fameux grand soir fiscal que les patrons appellent de leurs vœux. Un grand soir qui remettrait de l'ordre dans le grand bazar que représente la fiscalité française d'entreprises constituée d'une accumulation immémoriale d'impôts et de taxes trop rarement remis en cause. Le Medef en a recensé plus de soixante, pesant à la fois sur le travail et sur le capital.

« Face à la crise, le gouvernement a compris que les entreprises sont les seuls créateurs de croissance et d'emplois : près de 60 % des mesures sont déjà mises en œuvre. En contrepartie, la demande (légitime) de transparence et de moralisation des pratiques s'accroît, mais lentement », commentent les experts de Thomas More. Une demande à laquelle il convient de répondre rapidement. Alors que les annonces de fermetures d'entreprises se multiplient, que le chômage progresse rapidement, l'opinion publique digère de plus en plus mal l'attrition de parachutes dorés et les niveaux de revenus de certains dirigeants qui n'ont pas su faire progresser leur entreprise.

FABIEN PILIU



ENVIRONNEMENT

Des promesses non durables

SEULES UN QUART DES MESURES promises ont été mises en œuvre. Le sursaut semble tarder.

LA « RÉVOLUTION ÉCOLOGIQUE » est en retard », estime Thomas More. C'est le moins que l'on puisse dire. Depuis le Grenelle de l'environnement, riche de promesses, le gouvernement est allé de reculs en atermoiements. En témoigne le retrait progressif de Jean-Louis Borloo de l'avant-scène.

En septembre, il envisageait encore la mise en œuvre d'une véritable fiscalité écologique : il était question d'étendre le bonus-malus existant pour l'automobile, à différentes familles de produits. La taxation

des couverts jetables a même été évoquée. Le ministre de l'Écologie a dû rebrousser chemin, devant la bronca des députés UMP, habilement mise en scène par le gouvernement. Depuis, même si des projets avancent, tels que le prêt à taux zéro pour les travaux d'isolation des logements, il est surtout question de relance de l'économie, de projets d'infrastructure pas toujours compatibles avec le développement durable.

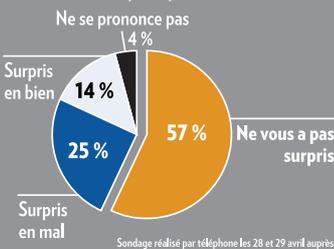
■ LE PACTE PATINE

D'où une note en dessous de la moyenne, largement due au fait que seules 25 % des mesures promises pendant la campagne ou annoncées par la suite ont été mises en œuvre. Souvent, il s'agit de mesures formelles telles que « compléter le Conseil économique et social d'une branche environnementale ».

La fameuse contribution énergie-climat, cœur du pacte écologique de Nicolas Hulot, que le président avait signée pendant la campagne électorale de 2007, devrait faire l'objet d'études de la part d'un groupe de travail. Nicolas Sarkozy évoque régulièrement une taxe carbone. Mais, de lavis des experts du gouvernement, la seule façon opérationnelle de taxer le carbone serait d'augmenter la fiscalité frappant l'énergie. Alourdir la taxation de l'essence ? Le président du pouvoir d'achat y songe peu. I. B.

Étude BVA pour BFM, « La Tribune » et Avanquest Software

Depuis son élection à la présidence de la République, dans le domaine économique, Nicolas Sarkozy vous a-t-il surpris en bien, surpris en mal ou bien ne vous a-t-il pas surpris ?



Depuis ces dernières semaines, êtes-vous plus confiant ou plutôt moins confiant concernant l'avenir de la situation économique en France ?



Les Français peu surpris par le président

DEUX ANS APRÈS l'élection de Nicolas Sarkozy, un quart des Français s'avouent « surpris en mal » par le chef de l'État dans le domaine économique, selon le baromètre BVA pour BFM, « La Tribune » et Avanquest. Ils se recrutent bien sûr davantage à gauche (32 %) qu'à droite (18 %). Une majorité des 1.012 personnes interrogées les 28 et 29 avril (57 %) dit ne pas avoir été surprise par Nicolas Sarkozy. Elles sont là aussi plus nombreuses à gauche (60 %) qu'à droite (52 %). Et 14 % des sondés disent avoir été surpris en bien (29 % à droite et 7 % à gauche). Pour Gaël Sliman, directeur de BVA Opinion, « il faut bien sûr faire le lien avec la popularité » du chef de l'État, qui se situe aujourd'hui autour de 40 % d'opinions favorables. « Plus les attentes ont été fortes, plus l'espoir a été grand, plus le risque de déception est grand », souligne le sondeur, qui rappelle que, au vu des enquêtes menées ces dernières semaines, la politique

économique de Nicolas Sarkozy, qui avait suscité l'enthousiasme dans la foulée de son élection en mai 2007, est jugée aujourd'hui inefficace et « pas très juste ».

Dans ce contexte, les Français apparaissent attentistes. L'institut BVA a enregistré une très forte dérive de la défiance — 54 % des sondés, contre 63 % il y a un mois, se disent moins confiants sur l'avenir de la situation économique — sans que cela se traduise par une progression de la confiance — 15 % des sondés, contre 26 % le mois précédent, se disent plus confiants sur les perspectives économiques. « C'est un répit, les gens voient une forme de bout du tunnel, mais cela peut rebasculer de l'autre côté, notamment en raison de l'aggravation du chômage », souligne Gaël Sliman.

Cette inquiétude se retrouve d'ailleurs dans la crainte — exprimée par 48 % des sondés — de voir leur propre entreprise supprimer des emplois dans les mois qui viennent, un chiffre qui n'évolue guère par rapport à février (44 %) et décembre 2008 (48 %). Les personnes interrogées sont 50 % (contre 54 % en février et 49 % en décembre) à penser qu'il n'y aura pas de suppression d'emplois dans leur entreprise. L'inquiétude s'accroît chez celles (CSP +) qui sont au plus près des centres de décision, note Gaël Sliman. H. F.

RECHERCHE : UN RATTRAPAGE ATTENDU

En plaçant la recherche parmi ses priorités, le chef de l'État ne pouvait pas ignorer qu'il aurait maille à partir avec les communautés des chercheurs et enseignants, très attachés à leur liberté. De fait, les mesures les plus lourdes lancées ces derniers mois (sur 30 mesures annoncées, seulement 8 ont été réalisées) ont attisé la contestation. Le projet de décret réformant le statut des enseignants-chercheurs a mis le feu aux poudres en janvier. Celui qui prévoyait de faire des organismes publics de recherche

(CNRS, Inserm...) des agences de moyens pour replacer la recherche opérationnelle au cœur des universités et la réorganisation du système autour de grands

instituts thématiques pour favoriser la transversalité entre organismes font craindre aux chercheurs leur démantèlement.

Dans ce contexte, les revalorisations de carrières annoncées (postdoctorants, chaires d'excellence...) ou encore l'adoption d'une stratégie nationale de recherche et d'innovation (SNRI) à l'instar des autres pays européens n'ont pas eu l'écho escompté. C. J.



PUBLICITÉ

TROIS CHIFFRES POUR NOUS COMPRENDRE

1,5 Euro par action

de dividende proposé à l'Assemblée générale du 13 mai 2009

2 024 Millions de capitaux propres au 31.12.2008

> 7 %

c'est l'objectif de marge opérationnelle pour 2009

Assemblée Générale Mixte, le mercredi 13 mai 2009 à 10h30 au Pavillon Gabriel, Paris 8^e.

Penser en avance, agir aujourd'hui | nexity

L'ÉVÉNEMENT

La politique de l'Élysée décryptée

Août 2008



Le conflit russo-géorgien éclate, Sarkozy est alors président en exercice de l'Union européenne et s'impose en médiateur.



Septembre 2008

À Toulon, le président dresse un état des lieux de l'économie mondiale et intègre dans sa politique économique les conséquences de la crise pour les Français.



Mars 2009

EMPLOI

De nombreuses mesures anticrise

Au chapitre de l'emploi, L'INSTITUT THOMAS MORE DÉCERNE UNE MENTION « ASSEZ BIEN » au chef de l'État.

CEST DANS LE DOMAINE de l'emploi que le président de la République obtient, avec 12,5 sur 20, l'une de ses meilleures notes. Il faut dire que, sur les 59 mesures passées au crible dans le baromètre Thomas More, certaines ont été actées par les partenaires sociaux dans le cadre de leurs négociations. C'est la conséquence de la loi de janvier 2007 qui prévoit que tout projet gouvernemental dans le domaine de l'emploi comporte une phase de concertation-négociation entre partenaires sociaux.

C'est notamment vrai pour la rupture amiable du contrat de travail. Ce nouveau mode de rupture est certes autorisé par la loi du 25 juin 2008, mais est avant tout le fruit d'un accord trouvé entre le patronat, à l'origine de la mesure, et les

syndicats. Idem pour la réforme de la formation professionnelle, dont les modalités ont été élaborées par les partenaires sociaux, sous très haute surveillance du gouvernement qui va d'ailleurs compléter les mesures. Même mode opératoire pour la création d'une filière unique d'indemnisation du chômage, le gouvernement ayant avalisé l'accord trouvé par les partenaires sociaux sur la nouvelle convention d'assurance chômage.

Pas de « coproduction » en revanche entre le gouvernement et les partenaires sociaux sur un certain nombre de mesures. C'est vrai ainsi de la fusion

ANPE-Assedic et la création de Pôle emploi, une promesse de campagne du candidat Sarkozy. C'est vrai également de la généralisation du revenu de solidarité active (RSA) ou de l'extension en

2009 du contrat de transition professionnelle (CTP), expérimenté dans sept bassins d'emplois, à de nouveaux territoires. D'autres annonces sont par ailleurs conjoncturelles.

Pour faire face à la crise, Nicolas Sarkozy et son gouvernement ont multiplié les annonces qui se sont aussitôt traduites en mesures concrètes, comme la prime exceptionnelle, l'élargissement du chômage partiel aux salariés qui travaillent à temps

partiel, ou l'augmentation de la part de l'État dans la prise en charge des salariés des filières automobile et textile placés en chômage partiel pour trois mois.

■ **AMORTIR LES CONSÉQUENCES**
Enfin, une promesse phare du candidat Sarkozy n'a pas franchi le cap de la réalisation, à savoir la création d'un contrat de travail unique pour tous les Français. Pour Thomas More, cette mention « assez bien [...] surprendra dans le contexte actuel ! Pas de résultats pour le moment et un chômage en forte hausse, mais de la rapidité et de la cohérence : 58 % des mesures sont mises en œuvre, essentiellement pour amortir les conséquences du chômage. Le gouvernement attend que l'orage passe ». I.M.



DIALOGUE SOCIAL

De multiples fronts, des résultats moyens

Le chef de l'État a fait des CONTACTS DIRECTS AVEC LES SYNDICATS SA MARQUE DE FABRIQUE. Avant la crise...

NICOLAS SARKOZY ET SON ENTOURAGE ne se privent pas de le répéter. Jamais un chef d'État n'a autant discuté avec les leaders syndicaux et patronaux. Régulièrement — et tout récemment encore lors du sommet social du 18 février ou de l'installation du fonds d'investissement social le 10 avril — François Chérèque, Bernard Thibault et consorts sont invités à franchir le perron de l'Élysée.

Mais cet activisme ne donne pas toujours des résultats à la hauteur des ambitions, ce qui explique la note somme toute moyenne (11 sur 20) attribuée par l'Institut Thomas More sur le thème du dialogue social. À la décharge du chef de l'État, depuis la loi Larcher de janvier 2007, conséquence directe de la crise du CPE, l'exécutif doit proposer aux partenaires sociaux de négocier sur tout sujet relevant de l'emploi, avant de pouvoir légiférer. Et donc, à coup de discussions et de pressions amicales, trouver des compromis qui ne correspondent pas tout à fait aux promesses de campagne.

Une méthode fondée sur la concertation qui a notamment permis, à l'été 2007, au chef de l'État et à Xavier Bertrand, alors ministre du Travail, de faire passer une loi sur le « service minimum dans les trans-

ports terrestres ». Depuis, le texte a montré ses limites. Car, pour obtenir la bienveillante neutralité de la CGT sur ce dossier, l'exécutif a réduit ses ambitions, et instauré un système permettant de mieux anticiper le trafic en cas de grève, mais pas d'assurer un véritable service minimum.

■ BRAS DE FER

Autre dossier qui a fait l'objet d'une coproduction entre l'État et les partenaires sociaux, la réforme de la représentativité syndicale. La loi d'août 2008 est largement inspirée de la position commune élaborée quelques mois plus tôt par la CFDT, la CGT et le Medef. Même si

les discussions ont été suivies de très près par l'Élysée.

Ces derniers mois, « l'entente cordiale » a cependant été malmenée par la crise. Les syndicats sont engagés dans un bras de fer avec le gouvernement, à coup de manifestations à répétition. Le patronat, pointé du doigt sur la question de la rémunération des dirigeants, est moins prêt à jouer le jeu. L'agenda 2009 des négociations n'est toujours pas fixé. La moyenne du chef de l'État sur le dialogue social risque fort de baisser dans les prochains mois... A.L.



LOGEMENT, UN BILAN MITIGÉ

Parvenir à 70 % de propriétaires et construire 500.000 logements par an : les promesses de Nicolas Sarkozy ont été battues en brèche par la crise. La mise en place de la déduction fiscale des intérêts d'emprunt a été un coup d'épée dans l'eau. Le dispositif innovant de la maison pour 15 euros, qui permet de dissocier financement du bâti et du terrain, peine à démarrer avec seulement 500 maisons en construction. La crise a, il est vrai, compliqué la donne. En revanche, le gouvernement a su réagir promptement à l'effondrement de

la production de logements neufs l'an passé. Côté logement social, le droit au logement opposable a été mis en place, les plafonds de ressources abaissés dans les HLM afin de recentrer le logement social vers les catégories prioritaires (au risque de favoriser des ghettos ?) et une convention d'utilité sociale établie pour réguler la production de logements sociaux dont 25 % seulement est orientée vers les marchés les plus tendus. Mais ces objectifs de réforme vont-ils réellement se traduire dans les faits ? S.S.A.



IMMIGRATION : ENGAGEMENTS TENUS

Sarkozy président a poursuivi ce que Sarkozy ministre de l'Intérieur avait initié à la fin du mandat Chirac : la politique « d'immigration choisie ». La loi du 21 novembre 2007, complétant un texte en 2006, a renforcé la lutte contre l'immigration clandestine et instauré des quotas d'étrangers dont la France juge avoir besoin et qu'elle estime être capable d'accueillir. Huit accords avec des pays africains ont d'ailleurs déjà été signés pour prévoir ces quotas. En contrepartie de cette politique d'immigration restrictive, la France

s'est engagée dans une démarche de codéveloppement à l'égard des pays acceptant ces accords. Lors de la présidence française de l'Europe, Nicolas Sarkozy a réussi à faire adopter un pacte sur l'immigration s'inspirant de ces options. Mais sa mise en œuvre reste à faire. Si cette politique est fortement contestée à gauche, en particulier la multiplication des expulsions d'étrangers en situation irrégulière, elle correspond aux engagements pris durant la campagne et semble recueillir l'assentiment d'une majorité de l'opinion. P.C.



RETRAITE

Le plus dur reste à faire

SEULES 30 % DES RÉFORMES ANNONCÉES ont été pleinement mises en œuvre.

SUJET DE PRÉOCCUPATION constant des Français, les retraites constituent un chantier considérable auquel le chef de l'État ne s'est que partiellement attaqué. L'Institut Thomas More ne lui accorde même pas la moyenne (9,5/20) des réformes annoncées pendant la campagne présidentielle de 2007 ont été à ce jour « pleinement mises en œuvre ». « C'est insuffisant pour un système à bout de souffle », commente le think tank.

Le fait d'armes du gouvernement est d'être parvenu à réformer les régimes spéciaux de retraite (SNCF, RATP, EDF,

GDF...), réputés intouchables. La précédente tentative, initiée en décembre 1995 par le Premier ministre Alain Juppé, avait mis un à deux millions de personnes dans la rue. « Pour symbolique qu'elle soit », cette réforme « ne signifie pas le sauvetage des systèmes de retraite », souligne l'Institut. Le déficit de la branche retraite du régime général (salariés) dépassera en effet les 7 milliards d'euros cette année, et les besoins de financement restent alarmants (32,8 milliards d'euros à l'horizon de 2020 avec un taux de chômage à 7 % à partir de 2015). Les régimes de retraite

complémentaire Agirc-Arrco, certes du ressort des partenaires sociaux et non du gouvernement, seront dans le rouge cette année, et les pensions seront versées en partie grâce aux réserves accumulées par les régimes. Face à ces enjeux, Nicolas Sarkozy n'engage pas de réforme de fonds sur ce quinquennat. Toutefois, plusieurs dossiers évoqués pendant la campagne avancent : la possibilité de cumuler retraite et salaire est effective, les pré-retraites sont découragées, le salarié peut travailler au-delà de l'âge de la retraite, le minimum vieillesse, les petites retraites et les pensions de réversion sont progressivement revalorisées. V.CH.



SANTÉ

L'hôpital à la peine

Le projet de loi sur l'hôpital suscite des oppositions. LE DÉFICIT DE LA SÉCU EXPLOSE.

LA POLITIQUE DE SANTÉ initiée par le chef de l'État obtient l'une des plus mauvaises notes de l'Institut Thomas More, avec « un tout petit 9/20 » et « à peine 25 % des mesures mises en œuvre ». Le gros morceau des réformes figure toutefois dans le projet de loi « Hôpital, patients, santé, territoire », déjà voté par l'Assemblée nationale et qui sera examiné au Sénat à partir du 12 mai.

Ce texte reprend nombre des annonces de campagne de Nicolas Sarkozy : réformer la carte hospitalière, tendre vers une égalité de l'accès aux soins pour tous sur le territoire, revoir la gouvernance des hô-

pitaux, renforcer les pouvoirs du directeur d'établissement, créer des agences régionales de santé (ARS), etc. Point positif pour Nicolas Sarkozy : il s'agit de réformes de fond, qui pourraient modifier véritablement l'organisation du système de soins. Mais elles passent mal auprès de nombreux médecins. Les hospitaliers se sentent exclus du système de pilotage de l'hôpital.

Une partie des médecins libéraux dénonce le blocage des négociations conventionnelles avec l'assurance-maladie, et donc de la revalorisation de la consultation des généralistes à 23 euros. Plus ponctuellement,

certaines mesures sont en voie de concrétisation, comme la relance du dossier médical personnel (DMP) ou la prime au mérite pour les médecins libéraux s'engageant à améliorer leurs pratiques ; d'autres sont déjà réalisées (transparence des tarifs des médecins, chèque santé pour l'acquisition d'une complémentaire santé) quitte à avoir été modifiées en cours de route (franchises médicales) et d'autres encore ont été abandonnées, comme l'amélioration des remboursements des soins dentaires et optiques et, surtout, le retour à l'équilibre des comptes de l'assurance maladie en 2011. En 2010, cette dernière pourrait afficher un déficit de 10 milliards d'euros. V.CH.



La politique de l'Élysée décryptée

L'ÉVÉNEMENT

FLASHINTERVIEW



DR JEAN-THOMAS LESUEUR

« La rupture n'a eu lieu que dans le style »

Délégué général de l'institut Thomas More, qui a réalisé l'évaluation.

Vous avez évalué l'action de Sarkozy. 1.100 mesures engagées en deux ans, c'est considérable...

Le rythme impressionnant s'est en effet maintenu sur les deux ans, avec les trois quarts des mesures annoncées qui ont été au moins engagées. Le président se tient au volontarisme sur lequel il a été élu. Il y a également une certaine cohérence d'ensemble. Même le plan de relance, dû à l'irruption de la crise, ne contredit pas ce qui avait été fait précédemment.

Mais la note globale, 10,5 sur 20, n'est pas formidabile. Parce qu'il est trop tôt pour évaluer son action ?

La rupture n'a pas eu vraiment lieu, sinon dans la forme et le style. Nous sommes pris sous un feu roulant de mesures, qui n'ont pas vraiment changé la vie de ceux qui ont élu Sarkozy. Et son action souffre d'un manque de lisibilité, car on ne perçoit pas les priorités dans l'amoncellement d'initiatives. Autre point préoccupant, la remise en ordre de la dépense publique, qui avait été annoncée, n'a pas été faite avant la crise, et elle est aujourd'hui différée à cause de la conjoncture dégradée.

Mobilisation historique après l'appel des syndicats, politiques et associations à une journée de grève, pour défendre l'emploi, le pouvoir d'achat et les conditions d'une relance économique.



Avril 2009

Lors du sommet du G20 qui se tenait à Londres, Nicolas Sarkozy affirme avoir entamé une « réforme du capitalisme mondial ».

BUDGET

Finances publiques : la crise change la donne

L'engagement de ramener **LES FINANCES PUBLIQUES À L'ÉQUILIBRE EN 2012 EST ABANDONNÉ.**

LA RÉFORME DE L'ÉTAT est en panne et le gouvernement ne sera pas au rendez-vous d'un retour à l'équilibre des comptes publics en 2012. Déficit budgétaire, déficit public, dette... les digues des finances publiques lâchent sous les coups de boutoir de la récession. La note attribuée par l'institut Thomas More s'en ressent : 8,5 sur 20. Pourtant en pesant de toute son autorité politique dans la révision générale des politiques publiques et ses 375 mesures, Nicolas Sarkozy pensait bien avoir déniché la martingale qui lui permettrait de réduire le train de vie de l'État et par là même de renouer avec l'équilibre budgétaire. Dans la première phase, le gouvernement s'est donc attaqué à l'appareil d'État. Fusion d'administrations centrales avec l'emblématique réunion du Trésor et des impôts, refonte de la carte judiciaire et militaire, rapprochement de certains opérateurs... Certaines réformes se font dans la douleur, comme celle réformant la DGCCRF ou le processus de fusion entre l'ANPE et les Assedic aboutissant à la constitution de Pôle emploi. D'autres génèrent des coûts supérieurs aux anticipations. Même si les économies attendues, 6 milliards d'euros, ne sont pas à la hauteur des dé-

penses publiques (1.000 milliards), le gouvernement n'a pas reculé. Avec à la clé la satisfaction de pouvoir annoncer qu'en 2009 plus de 30.000 départs de fonctionnaires à la retraite ne seront pas remplacés. Mais avec la crise financière, la musique est tout autre.

■ CHANTIER EN ATTENTE

La nécessité de réduire des dépenses publiques — qui participent pour une bonne part à amortir les conséquences sociales de la récession — n'est plus prioritaire. Dans certains cas, le gouvernement est même allé à rebours de ce qu'il présentait initialement comme un objectif. Ainsi la baisse des emplois aidés n'a pas résisté à la perspective de voir le chômage repartir vers des sommets. Après l'épisode de la réforme de l'État est aujourd'hui laissée en friche. Un chantier qui devra être ouvert dans la seconde partie du mandat afin de désorber une dette et des déficits devenus insoutenables. ANNE EYVENO



FISCALITÉ ET POUVOIR D'ACHAT

Un volontarisme en mal d'efficacité

La très grande majorité des promesses fiscales a été mise en œuvre. **MAIS LE CHOC DE CONFIANCE N'A PAS EU LIEU.**

EN MATIÈRE DE FISCALITÉ et de pouvoir d'achat, Nicolas Sarkozy récolte une bonne note (14 sur 20) qui sanctionne plus la conformité de son action à ses annonces et à ses promesses que l'efficacité des mesures prises. « Plus de 70 % des mesures sont mises en œuvre », souligne l'institut Thomas More. Acte fondateur du quinquennat, la loi Tépé a été adoptée au mois d'août 2007 et comprend les principaux engagements du chef de l'État pendant la campagne, notamment la défiscalisation des heures supplémentaires, les abattements sur les droits de succession, l'abaissement du bouclier fiscal et la réduction d'ISF pour les contribuables qui investissent dans les PME. Emblématique de l'ère Sarkozy et du « travailler plus pour gagner plus », cette loi est aussi la réforme la plus contestée. Le paquet fiscal devait, selon ses défenseurs, provoquer « un choc de confiance » sur l'économie française. Mais la crise est passée par là renvoyant cette politique à ses contradictions et limitant Tépé à une fonction « d'amortisseur ». Aujourd'hui, nombre d'observateurs s'interrogent : était-il judicieux de favoriser le recours aux heures supplémentaires quand le chômage explose, sans parler des 4 milliards d'euros de rentrées

fiscales dont l'État se prive ? Quant au bouclier fiscal — et a fortiori l'inclusion de la CSG de la CRDS dans son calcul —, il provoque des remous, y compris à droite. Le débat sur le RSA a été à cet égard exemplaire.

■ LE COMPTE N'EST PAS BON

Nicolas Sarkozy, qui n'a « pas été élu pour augmenter les impôts », refuse de revenir sur le bouclier fiscal. Pour autant, le président a renoncé à l'un de ses engagements phares de campagne, celui de baisser de 4 points les prélèvements obligatoires et de rendre ainsi 68 milliards d'euros aux Français. La crise a rendu caduc cet objectif. Pour redonner du pouvoir d'achat aux ménages, le président compte à la fois sur le repli de l'inflation, sur le système français de prestations sociales et sur quelques aides ponctuelles pour les plus modestes (suppression des derniers tiers provisionnels pour les contribuables les moins aisés, prime exceptionnelle pour les futurs bénéficiaires du RSA, etc.). Pour l'opinion publique, le compte n'y est pas, d'autant que chacun sait bien qu'en sortie de crise la réduction des déficits sera la priorité des priorités, avec à la clé une hausse des impôts et prélèvements. A. E.



INSTITUTIONS : PRÉSIDENT OMNIPRÉSENT

« Je veux changer les mœurs politiques de notre pays », annonce Nicolas Sarkozy trois mois après son élection. Un an plus tard, le Congrès vote — à deux voix de majorité — une réforme constitutionnelle censée renforcer les pouvoirs des parlementaires et encadrer ceux du président. Mais l'hyperactivité de « l'omniprésent » a au moins autant modifié la donne institutionnelle que cette réforme.

Si l'organisation ministérielle est améliorée, le gouvernement voit ses prérogatives rognées au profit de l'Élysée. Sans le fusible que représente le Premier ministre, le président se retrouve en première ligne en période de crise. Profitant du désir présidentiel de renforcer le rôle du Parlement, les élus de la majorité ont traîné des pieds pour voter certaines réformes comme celle du travail le dimanche. P. C.



CULTURE : L'IMBROGLIO

La tournure prise par le débat sur le projet de loi « Création et Internet » témoigne à quel point le président de la République a du mal avec les sujets de l'industrie culturelle. Nicolas Sarkozy était pourtant parvenu à réunir un consensus autour de Denis Olivennes avec les opérateurs télécoms et les producteurs de contenus, pour pénaliser le téléchargement sauvage. Peine

perdue ! Chacun a repris la défense de ses intérêts, et la loi a connu un échec cuisant à l'Assemblée. Finalement, la seule grande réforme menée à son terme est la seule qui n'aurait pas été prévue au programme : la suppression de la publicité sur les chaînes de TV publiques. Une réforme qui va amener le président à renier sa promesse d'une non-augmentation de la redevance.



ÉDUCATION

Ratés sur l'enseignement

L'accumulation de réformes rapides a poussé **LE GOUVERNEMENT À RECULER.**

XAVIER DARCOS ET VALÉRIE PÉCRESSE ont cela en commun qu'ils ont réussi ces derniers mois à se mettre à dos toute la communauté des enseignants de la maternelle... à l'université. Mais ces deux portefeuilles sont par essence très exposés, toute tentative de réforme se soldant généralement par l'opposition du corps enseignant. En cela, les ministres de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur n'ont pas failli, longtemps qualifiés de « bons élèves » du gouvernement. Xavier Darcos a revu les programmes de la maternelle au collège, supprimé les samedis travaillés en primaire pour mettre en place le soutien scolaire, instauré les stages de remise à niveau et

d'anglais pendant les congés, puis lancé les réformes du bac professionnel et du lycée. Sur ce dernier dossier, la bronca des enseignants contre l'absence de concertation a poussé le gouvernement à reporter la mesure et à confier la mission au directeur de Sciences po, Richard Descoings. De son côté, Valérie Pécresse a, au début, semblé entamer ses réformes plus aisément, la loi LRU sur l'autonomie des universités ayant été votée dès août 2007. Peine perdue, les premières déclarations concrètes (décret sur le statut des enseignants-chercheurs, nouveau système d'allocation des

moyens...) ont entamé son image, irrité les universitaires, et conduit le gouvernement à faire des concessions (réécriture du décret enseignants-chercheurs, gel des suppressions de postes en 2010 et 2011). Malgré cela, la grogne persiste jusqu'à menacer les examens universitaires (lire en page 6). Ces « ratés » expliquent la note médiocre obtenue (9/20). Aujourd'hui, les deux ministres, toujours chahutés sur le dossier de la réforme de la formation des enseignants, ont aussi en commun d'être donnés partants en cas de remaniement ministériel. C. J.



EUROPE

Reprise en main

Après une présidence française flamboyante, **L'ÉLYSÉE A BAISSÉ D'UN TON SON ACTIVISME.**

TOUT ÇA POUR ça. Certes, Nicolas Sarkozy décroche la moyenne, échappant ainsi aux quolibets de ceux qui dénonçaient par avance son manque d'engagement européen, mais les efforts déployés pendant la présidence française de l'Union européenne (PFUE), au premier semestre 2008, ne semblent pas chers payés. Pourtant, à peine aux manettes, Nicolas Sarkozy n'a pas craint de s'investir tant sur les dossiers institutionnels que diplomatiques. Crise russo-géorgienne, minisommet pour répondre à la crise économique et financière, négociation du paquet énergie-climat : le président français s'est emparé de tous les sujets, courant d'une discussion à l'autre, forçant les

compromis et redonnant vie à une Europe ankylotée. Au-delà des avancées obtenues, il a apporté un style nouveau — parfois brouillon, souvent pragmatique — à une Europe qui avait perdu depuis longtemps sa capacité de réaction, et, logiquement, le bilan de la PFUE a été salué unanimement comme un succès. En témoigne la première place obtenue en décembre 2008 par Nicolas Sarkozy dans le palmarès Euro-« Tribune », jugeant l'action des 27 dirigeants de l'Union européenne. Cinq mois plus tard, le souffle de Bruxelles est retombé, sous l'effet de l'inactivité d'une Commission

en fin de mandat et de l'indigence de la présidence tchèque de l'Union européenne. Quand à la France, après avoir un temps espéré poursuivre son hyperactivisme européen, elle s'est — provisoirement ? — détournée de Bruxelles ou de Prague, comme en témoigne la moindre assiduité de ses ministres aux réunions des Vingt-Sept. Alors, après la PFUE, retour à la case départ ? La semaine dernière, Nicolas Sarkozy, en visite en Espagne, a pourtant redit son souhait d'instaurer une véritable gouvernance économique européenne. ERIC CHOL

